

MAITRISE D'OEUVRE

Architecte mandataire
AMMA Architecte
470 Chemin des Prêles - ZAC Isiparc
38330 ST ISMIER
Tel : 04 76 99 20 15 Email :
beatricegheno@amma.archi

Economiste de la construction
ARCEA
87 cours de la Libération
38100 GRENOBLE
Tel : 09 81 30 54 81
Email : contact@arcea.org

Bureau d'études techniques Structure
CEBEA
15 avenue Général Champon
38000 GRENOBLE
Tel : 04 76 87 51 25
Email : contact@cebea.fr

Bureau d'études techniques Fluides
ACTIF
18 Boulevard de la Mer Caspienne
73374 BOURGET DU LAC
Tel : 04 79 60 53 82
Email : jocelyne.messori@actif-enr.com

Bureau d'études techniques VRD
Un B.E. veRdé
4 rue Auguste Gaché
38000 GRENOBLE
Email : contact@unbeverde.com

Bureau de contrôle
APAVE
16 Avenue Grugliasco BP148 38431 ECHIROLLES
CEDEX
Tel : 04 76 33 33 33

Coordinateur SPS
APAVE
16 Avenue Grugliasco BP148 38431 ECHIROLLES
CEDEX
Tel : 04 76 33 33 33

MAITRISE D'OUVRAGE

CENTRE MEDICAL ROCHEPLANE

6 Rue Massenet
38400 SAINT MARTIN D'HERES



"ROCHEPLANE - AMÉNAGEMENT DU BATIMENT C"

6 RUE MASSENET
38400 SAINT MARTIN D'HERES

DOSSIER DE CONSULTATION SANS PRISE EN COMPTE DES REMARQUES

PHASE PROJET (Dossier de Consultation des Entreprises)

C.C.T.P.

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

DESCRIPTION DES OUVRAGES

N°AI CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS (CPC)

Sommaire

1 DESCRIPTION DE L'OPERATION	2
2 GENERALITES	3
2.1 TRAVAUX EN SITE OCCUPE	3
2.2 DOCUMENTS TECHNIQUES ET NORMES	3
2.3 DEVIS DESCRIPTIF	4
2.4 DEVIS QUANTITATIF - ESTIMATIF	5
2.5 CONTENU DES OFFRES	6
2.6 PLANS D'EXECUTION	6
2.7 CONTROLE TECHNIQUE	6
2.8 SECURITE - PROTECTION DE LA SANTE	6
2.9 FORMALITES ADMINISTRATIVES	7
2.10 ECHANTILLONS	7
2.11 LIMITES DE PRESTATIONS	7
2.12 RECONNAISSANCE DES LIEUX	7
3 EXECUTION DES TRAVAUX	8
3.1 ELECTRICITE DE CHANTIER	8
3.2 APPROVISIONNEMENT EN EAU	8
3.3 TROUS - SCHELLEMENTS - RACCORDS	8
3.4 IMPLANTATION DES MENUISERIES	8
3.5 PROTECTION DES MENUISERIES EXTERIEURES	9
3.6 VERIFICATIONS ET ESSAIS	9
3.7 COMPTE PRORATA	9
3.8 NETTOYAGE DU CHANTIER	10
4 SPECIFICATIONS SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTALES	11
5 LABELS - CERTIFICATIONS	13
5.1 ETANCHEITE A L'AIR	13
6 CLASSEMENT DU PROGRAMME	14
7 LISTE DES LOTS	15
8 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	16
9 SOUS-TRAITANCE	17

1 DESCRIPTION DE L'OPERATION

La présente opération concerne des travaux de construction d'une extension ainsi que le réaménagement des locaux du niveau RDC du Bâtiment C du Centre Médical Rocheplane situé à Saint-Martin d'Hères (38 400).

Le projet comprend la construction de l'extension du Bâtiment C, avec :

- Création d'un gymnase de réentraînement à l'effort
- Création de 2 gymnases
- Création d'une salle de musculation
- Création d'une Cuisine thérapeutique et d'une Salle à manger
- Réaménagement des chambres existantes en bureaux et cabinets de consultation

Quelques locaux du bâtiment D sont également concernés par les travaux de réaménagement, à savoir :

- Cuisine Thérapeutique
- Salle à manger
- Salle d'attente
- Secrétariat

Actuellement, le niveau RDC du Bâtiment C accueille des patients en phase de rééducation à la suite d'une intervention chirurgicale. Sa destination est modifiée puisque des Bureaux sont réaménagés dans ces chambres tandis que l'extension créée permettra d'accueillir des gymnases destinés à la rééducation physique des patients. Une cuisine ainsi qu'une salle à manger sont à disposition des patients venant utiliser les infrastructures créées.

CLASSEMENT DU BÂTIMENT

Le bâtiment est un Etablissement Recevant du Public (ERP) de type U de 3ème catégorie
(Etablissement accueillant entre 301 et 700 personnes)

L'ensemble des produits, matériaux et matériel devront répondre aux contraintes liés au x établissements de santé.

2 GENERALITES

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché.

2.1 TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les travaux sont réalisés en site occupé

Les travaux se localisent au rez-de-chaussée du bâtiment C et une partie du bâtiment D.

Les autres niveaux du bâtiment et les autres bâtiments sont maintenus en fonctionnement pendant toute la durée du chantier.

L'attention des entreprises est attirée sur la destination des locaux et les conditions d'hygiène et de nettoyage qui en découlent.

Les entreprises auront à prendre des dispositions particulières, notamment lors des travaux de démolition ou autres dégageant de la poussière, pour éviter la propagation de cette poussière, par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc...

Toutes les dispositions devront être prises pour garantir la sécurité des occupants.

Les prix unitaires devront tenir compte de l'occupation des locaux, ainsi que du phasage des travaux.

2.2 DOCUMENTS TECHNIQUES ET NORMES

Les entrepreneurs doivent se conformer strictement aux documents du REEF en ce qui concerne la mise en œuvre et la qualité des matériaux.

D'une façon générale, ils doivent respecter les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrage qui ne feraient pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents du REEF.

Tous les matériaux et travaux non traditionnels devront être conformes à un Avis Technique en cours de validité communiqué par l'entreprise.

A défaut, les entreprises s'engagent :

- soit à présenter un rapport d'examen technique d'un bureau de contrôle agréé favorable à la garantie des ouvrages au titre de la police individuelle de base et toutes attestations subséquentes faisant état notamment des avenants éventuels d'extension de garantie nécessaire,
- soit à présenter un rapport d'examen technique d'un bureau d'études qualifié favorable à la garantie des ouvrages au titre des assurances décennale et biennale ainsi que la police d'assurance correspondante et obtenir l'accord du Maître d'ouvrage sur ces documents.

Les entreprises s'engagent également à respecter les règles d'accès des personnes handicapées au cadre bâti.

DOCUMENTS DU REEF

Les règles de calcul

Les Documents Techniques Unifiés (DTU)

Les normes

DOCUMENTS A CONSULTER

En plus des documents d'ordre général prévus, les entreprises devront prendre connaissance des documents suivants :

Rapport géotechnique

Plans, coupes et détails Architecte

Devis descriptifs tous corps d'état

Plans et étude VRD

Plans et étude BA
Plans et étude Fluides
PGCSPS

2.3 DEVIS DESCRIPTIF

Le devis descriptif a pour objet de faire connaître le programme général des constructions et le mode de bâtir. Il concerne l'ensemble des travaux tous corps d'état.

En conséquence, chaque entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et notamment les limites de prestations entre les différents intervenants.

OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Lors de son étude de prix, chaque entrepreneur doit signaler par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu subsister dans l'établissement des documents de consultation. Faute de quoi, il est réputé avoir accepté les clauses du dossier.

L'entrepreneur, de par son statut d'homme de l'art, exercera son rôle de conseil auprès du Maître d'œuvre s'il constate des choix techniques incompatibles avec les objectifs à atteindre ou engendrant des situations de travail particulièrement difficiles.

Par le fait de soumissionner, l'entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, même s'il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux dans le dossier de consultation des entreprises.

MARQUES ET CAHIERS DES CHARGES DES FABRICANTS

Les marques indiquées dans le présent CCTP sont destinées à faire comprendre à l'entrepreneur l'objectif à atteindre pour le produit et ne constituent pas des prescriptions obligatoires. A ce titre, l'entrepreneur pourra proposer des produits similaires en qualité, aspect, dimensions, performances etc.

Pendant la période de préparation, il présentera alors un échantillon correspondant au produit proposé ainsi qu'une notice technique précisant les performances et les caractéristiques du produit.

Cependant, la référence indiquée dans le CCTP pourra être maintenue par le Maître d'œuvre s'il l'estime préférable au produit proposé par l'entrepreneur.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un cahier des charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra se conformer à ces documents pour la mise en œuvre (sous réserve que ces derniers respectent les règles de l'art et l'environnement réglementaire régissant le présent marché). L'entreprise est réputée connaître parfaitement et appliquer les cahiers des charges ou avis techniques dans leur dernière version au moment de la mise en œuvre.

DOCUMENTS ECRITS ET GRAPHIQUES

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance du CCTP dans son intégralité.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile. Ils devront prévoir dans leur prix les travaux indispensables à la terminaison de la construction dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre et dans le respect des dispositions préventives décrites par le Coordonnateur SPS.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Ils sont aussi tenus de signaler par écrit au Maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux clauses techniques de référence et aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue entre le CCTP et les plans n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice versa.

OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que : façon de baies, seuils, appuis, tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages etc. ; ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

DOCUMENTS ETABLIS SUR LA BASE DES DOCUMENTS SUIVANTS :

ARCHITECTE - AMMA ARCHITECTE

- 23.025 PRO AMMA ARCH C000 indA - Coupes aile C Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH C040 indA - Coupes - Gymnase de réentraînement à l'effort Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D000 indA - Détails de l'extension Date du doc. 21/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH DM000 indA - Plan RDC aile C - Démolition Date du doc. 19/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH E000 indA - Elévation Sud Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH FM000 indA - Plan de type de murs - RDC aile C - Projet Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH FP000 indA - Plan de faux-plafond - RDC aile C - Projet Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH FS000 indA - Plan de sols - RDC aile C - Projet Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH N000 indA - Plan RDC aile C - Projet Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH N001 indA - Plan RDC aile C - Repérage des portes Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH N010 indA - Plan Toiture de l'extension Date du doc. 13/03/2024

MOBILIERS

- 23.025 PRO AMMA ARCH D020 indA - Détail en plan - Cuisine thérapeutique Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D021 indA - Détail en coupe - Cuisine thérapeutique 1 Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D022 indA - Détail en coupe - Cuisine thérapeutique 2 & 3 Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D030 indA - Détail - Cuisine de l'office alimentaire Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D040 indA - Détail - Cuisine de la salle de pause Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D050 indA - Détail - Plan de travail infirmerie Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH D060 indA - Détail - Rangement gymnase Date du doc. 13/03/2024

CARNET DE MENUISERIES

- 23.025 PRO AMMA ARCH EM107 indA - Carnet de menuiseries - Ensemble menuisé 107 Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH EM107 indA - Carnet de menuiseries - Ensemble menuisé 108 Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH EM107 indA - Carnet de menuiseries - Ensemble menuisé 109 Date du doc. 13/03/2024
- 23.025 PRO AMMA ARCH EM107 indA - Carnet de menuiseries - Ensemble menuisé 110 Date du doc. 13/03/2024

BET STRUCTURE - CEBEA

- ROCHEPLANE - Amenagement BAT C DCE BA n° AP1 Fondations Date du doc. 24/03/2024
- ROCHEPLANE - Amenagement BAT C DCE BA n° AP2 Ht du RDC Date du doc. 24/03/2024

BET FLUIDES - ACTIF

Limites de prestations

GEOTECHNICIEN - KAENA

- AF. 19063 - ETUDE G2 PRO Date du doc. 04/04/2024

2.4 DEVIS QUANTITATIF - ESTIMATIF

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

Les quantités figurant aux détails estimatifs sont établies par l'équipe d'ingénierie. Ces quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser ; elles correspondant à des quantités mises en place et ne tiennent pas compte des pertes résultant de la mise en œuvre.

Les prix établis par les entrepreneurs et portés en regard des quantités tiennent compte des sujétions de coupes, déchets, pertes, foisonnement, raccords, difficultés de mise en œuvre, des difficultés d'accès etc.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les quantités pour lesquelles il s'engage. En cas de doute ou d'erreur constatée, il devra prévenir le Maître d'ouvrage avant la signature du marché.

2.5 CONTENU DES OFFRES

Les entreprises ayant été en mesure d'obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires à l'élaboration de leur offre, elles reconnaissent donc avoir prévu tous les travaux nécessaires au complet achèvement des constructions, abords et annexes conformément aux règles de l'art. Il ne saurait être admis qu'en cours de travaux, un entrepreneur se prévale d'une insuffisante connaissance des lieux et des travaux pour s'autoriser :

- à fournir un travail qui ne permette pas aux autres corps d'état d'exécuter un ouvrage conformément au descriptif et aux règles de l'art ;
- à fournir un travail qui ne soit pas conforme aux descriptions et aux règles de l'art, sous prétexte d'une prestation incomplète du corps d'état le précédant.

Les offres faites pour les options prévues au CCTP seront indiquées en plus ou moins values assorties du signe algébrique correspondant. Elles ne seront pas totalisées dans l'offre globale et forfaitaire de l'entreprise. Le non respect des impératifs ci-dessus pourra entraîner le rejet de l'offre (cf. règlement de la consultation).

Le présent CCTP ne pouvant prétendre à la description absolument détaillée de toutes les opérations, les entreprises ne pourront en aucun cas arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omissions ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les travaux jugés utiles à la parfaite et complète exécution des ouvrages selon les règles de l'art.

2.6 PLANS D'EXECUTION

Les plans généraux seront fournis par l'équipe d'ingénierie, les études d'exécution sont à la charge des entreprises.

Les plans spécifiques d'exécution, de fabrication, de calepinage et de détails relatifs aux produits mis en œuvre sont à la charge de l'entreprise.

Afin d'assurer une bonne coordination entre les corps d'état, les plans spécifiques et les détails sont à remettre au moins 20 jours ouvrés avant le commencement d'exécution ou de fabrication de l'ouvrage considéré.

La remise des plans est comprise dans l'offre et se fera en nombre d'exemplaires précisés à l'ouverture du chantier au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, au bureau de contrôle et aux bureaux d'étude si nécessaire.

Les plans de fabrication et notes de calculs des ouvrages métalliques sont à la charge de l'entreprise et sont compris dans l'offre.

2.7 CONTROLE TECHNIQUE

Tous les plans, compris plans de fondations, seront soumis pour approbation à l'Architecte et au bureau de contrôle avant tout début des travaux.

Les entrepreneurs tiendront compte des rectifications ou recommandations faites et ne pourront exécuter que les plans signés après ces contrôles, ceci dans le cadre de leur forfait.

2.8 SECURITE - PROTECTION DE LA SANTE

ASPECT REGLEMENTAIRE :

Les entreprises sont tenues de respecter les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur : En application du décret 94-1159 du 26/12/94, un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé intervient sur l'opération. Un PPSPS devra être remis par toute entreprise intervenante sur le site avant intervention et dans un délai maximum de 1 mois. Décret 94-1159 du 26/12/94 - Intégration de la sécurité et organisation en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations des bâtiments ou de génie civil. Décret n° 95.543 du 04/05/95 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et modifiant le code du travail. Décret n° 95.607 du 06/05/95 fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil. Décret n° 95.608 du 06.05.95 modifiant le code du travail et divers textes réglementaires en vue de les rendre applicable aux travailleurs indépendants, ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers du bâtiment ou de Génie Civil.

Coordonnateur S P S

Le coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la présente opération, le Maître d'Ouvrage a confié une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé à la société :

APAVE

16 Avenue Grugliasco BP148

Cette mission confiée au Coordonnateur est définie au sens du décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 et comprend notamment les points ci-dessous.

2.9 FORMALITES ADMINISTRATIVES

Les entrepreneurs, avant tout commencement des travaux feront à leurs frais toutes demandes ou démarches nécessaires auprès des services administratifs.

2.10 ECHANTILLONS

L'entrepreneur présentera tous les échantillons que lui réclamera le Maître d'œuvre dans la limite des matériaux prévus dans son lot. Ils devront tous répondre aux caractéristiques techniques définies dans le CCTP et devront être de même nature (qualité, provenance etc.) que les produits qui seront mis en œuvre par la suite. Pour chaque ouvrage l'entrepreneur devra présenter deux échantillons de marque différente et des nuanciers de différentes finitions. Le choix du Maître d'œuvre sur les échantillons et nuanciers proposés par l'entrepreneur n'entraînera aucune incidence financière supplémentaire.

La présentation de ces échantillons se fera à une date telle qu'elle n'entraîne pas de retard dans les approvisionnements en sachant que la Maîtrise d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour arrêter son choix et que la passation des commandes n'intervient qu'après accord du Maître d'œuvre sur les matériaux présentés. Il ne sera toléré aucun retard de chantier du fait d'un délai d'approvisionnement, l'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec ses fournisseurs.

La fourniture et la mise à disposition jusqu'à l'achèvement des travaux des échantillons sont compris dans le prix global et forfaitaire du marché de l'entrepreneur.

2.11 LIMITES DE PRESTATIONS

Par le présent descriptif de l'ensemble des lots, les entreprises s'obligent à respecter d'une part le niveau de la qualité défini pour les prestations et d'autre part, à livrer les ouvrages parfaitement achevés sans lacune ni discontinuité.

De ce principe auquel souscrivent les entreprises, découle pour elles l'obligation de parfaire les ouvrages au-delà même du devis descriptif pour éviter toute insuffisance par rapport aux exigences des réglementations et à toutes règles ou recommandations spécifiques.

De plus, si une entreprise constate quelque anomalie des travaux réalisés par l'entreprise lui précédant alors, elle doit immédiatement le signaler au Maître d'œuvre.

2.12 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant d'établir leur soumission, les entrepreneurs sont tenus de reconnaître le terrain où seront implantées les constructions, et en particulier :

- la configuration des abords et des accès,
- la nature du sol,
- les moyens d'approvisionnement,
- les conditions de stockage,
- les possibilités d'installation du chantier.

Les entrepreneurs ne pourront pas prétendre à des plus-values du fait de la méconnaissance des lieux. Aucune contestation ne sera admise à ce sujet après remise des offres.

3 EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages prévus et décrits seront à exécuter suivant les alignements, formes et dimensions prévus sur les plans ; les entrepreneurs devront respecter les dispositions précisées sur le présent devis descriptif.
Les entrepreneurs vérifieront soigneusement toutes les cotes portées aux devis et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution, les entrepreneurs devront s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses. En cas de doute, ils devront en référer à l'Architecte

Faute de se conformer à ces prescriptions, les entreprises seront tenues responsables de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution, ainsi que des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Chaque entreprise assurera elle-même le levage et la manutention de son matériel et de ses matériaux ; les frais correspondants seront implicitement compris dans le montant des travaux. Les installations de l'entreprise du lot Gros-œuvre ne sont pas considérées à la disposition des autres entreprises. Néanmoins, une convention d'utilisation des moyens de levage pourra être signée entre les entreprises et l'entreprise titulaire du lot GROS-ŒUVRE.

3.1 ELECTRICITE DE CHANTIER

L'entreprise de gros-œuvre doit la mise en place du coffret électrique depuis les réseaux concessionnaires existants.
L'entreprise d'électricité fournira à ses frais un tableau protégé réglementaire équipé d'au moins 4 prises par niveau jusqu'à la fin du chantier. Le branchement de ces tableaux sera également à sa charge.
Les diverses entreprises feront savoir avant l'ouverture du chantier les puissances nécessaires pour le fonctionnement de leurs matériels.

3.2 APPROVISIONNEMENT EN EAU

L'entreprise de gros-œuvre doit l'alimentation en eau du chantier depuis les réseaux concessionnaires existants.
Les branchements provisoires seront à installer sur le chantier par l'entreprise de plomberie en fonction des besoins des entreprises, avec un minimum d'une alimentation par montée.

3.3 TROUS - SCHELLEMENTS - RACCORDS

L'entreprise de gros-œuvre est tenue de réserver dans ses ouvrages tous les trous et réservations qui lui seront indiqués en temps utile par les corps d'états secondaires. Ainsi les entrepreneurs sont tenus d'établir leurs plans de réservations et de scellements nécessaires pour l'exécution de leurs travaux. Ces plans seront soumis au plus tard un mois avant l'exécution et seront approuvés par l'Architecte et le bureau de contrôle.

Par contre, les percements non indiqués en temps utile seront exécutés aux frais de l'entrepreneur qui en fait la demande. Les rebouchages et scellements seront exécutés après coup dans le gros-œuvre, l'accord du bureau de contrôle est indispensable avant toute exécution.

Les entreprises procéderont eux-mêmes à la mise en place, réglage et pré-scellement de leurs ouvrages afin que l'entrepreneur de gros-œuvre ne puisse pas être tenu pour responsable des défauts de mise en place de certains éléments ne faisant pas partie de son lot.

3.4 IMPLANTATION DES MENUISERIES

Les huisseries feront l'objet d'une réception contradictoire après leur pose par le menuisier et l'entreprise chargée des cloisonnements (qui devra assurer la conservation des dispositifs provisoires de maintien et les réglages éventuels nécessaires).

3.5 PROTECTION DES MENUISERIES EXTERIEURES

Les fenêtres et portes-fenêtres devront rester closes.

Les films de protection des menuiseries extérieures seront conservés pendant la durée du chantier et seront déposés par le titulaire du lot MENUISERIES EXTERIEURES en fin de chantier.

3.6 VERIFICATIONS ET ESSAIS

En début de chantier, les entrepreneurs donneront le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Les vérifications auxquelles sont assujetties les entreprises doivent être réalisées à différents niveaux :

- la fourniture : quel que soit leur degré de finition, les entrepreneurs s'assureront que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- le stockage : les entrepreneurs s'assureront que leurs fournitures sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- l'interface entre corps d'états : les entrepreneurs vérifieront, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'états permettent une bonne réalisation de leurs propres prestations ;
- la fabrication et la mise en œuvre : le responsable des contrôles internes de chaque entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et aux règles de l'art ;
- les essais : les entrepreneurs réaliseront les vérifications ou essais imposés par les DTU, les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. En particulier, des essais d'écrasement de béton devront être exécutés par un laboratoire agréé. La fréquence et le nombre des essais seront fixés en fonction de la quantité de béton mis en œuvre et des caractéristiques particulières des ouvrages réalisés.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations des lots techniques, les entreprises devront effectuer, au plus tard avant la réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès verbaux faisant l'objet du "Document Technique COPREC n°2" et devront être envoyés pour examen au bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au Maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès verbaux mentionnés ci-dessus.

3.7 COMPTE PRORATA

Il est prévu la mise en place de divers dispositifs et installations utilisables par toutes les entreprises intervenant sur le chantier. Les prestations et les dépenses de chaque entreprise seront conformes en tous points au CCP.

Le compte prorata sera géré par le titulaire du lot Gros-œuvre.

Ces dépenses sont, en autres :

- les consommations en eau et en électricité pour les travaux et en eau potable avec la pose d'un compteur ;
- l'entretien des clôtures de chantier ;
- les fermetures provisoires et la protection du chantier ;
- l'entretien d'une base vie avec un bureau de chantier ;
- le nettoyage général régulier du chantier, des abords et de la base vie (compris bureaux) ;
- les assurances ;
- la gestion des déchets ;

Cette liste n'est pas limitative.

TRI SELECTIF DES DECHETS

Les entreprises sont tenues d'établir une liste estimative des déchets produits suivant l'avancement du chantier suivant **Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé**.

3.8 NETTOYAGE DU CHANTIER

Les entrepreneurs seront tenus de laisser les ouvrages qu'ils ont exécutés et les locaux qu'ils libèrent dans un parfait état de propreté. En conséquence, chaque entrepreneur intervenant sur le chantier prendra possession d'ouvrages et de locaux propres et en parfait état.

Le fait d'intervenir et de s'installer sur le chantier confirmera l'acceptation de cet état de fait. S'il n'en était pas ainsi, chaque entrepreneur devra le faire constater et exiger que le précédent occupant fasse le nettoyage et les réparations nécessaires.

Si les entrepreneurs n'exécutent pas ces travaux, le Maître d'œuvre pourra, sans préavis, faire exécuter le nécessaire à l'entreprise de Gros-œuvre qui en facturera toutes les dépenses aux entrepreneurs responsables.

En cas d'accumulation de détrituts ou de salissures excessives, le Maître d'œuvre pourra, sans préavis, faire exécuter un ou plusieurs nettoyages intermédiaires imputés au compte prorata.

Les gravois et déchets de toute nature de tous les corps d'états secondaires à l'extérieur des bâtiments seront évacués et transportés aux décharges publiques au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Après transport, les voies conduisant au chantier seront nettoyées si nécessaire.

Les entrepreneurs veilleront chaque soir au nettoyage de la route d'accès au chantier et à la fermeture du chantier.

4 SPECIFICATIONS SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTALES

GENERALITES

Les entreprises devront s'inscrire dans une démarche de respect environnemental, notamment par le choix des produits et en respectant les consignes de chantier propre.

Le choix des prestations et la gestion des déchets respecteront les préconisations environnementales et les exigences relatives aux produits, à l'élimination et celui de leur conditionnement. La mise en œuvre et la gestion du chantier respecteront les particularités dues aux produits manipulés.

FICHES DE DECLARATION ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES

Les entreprises devront être en mesure de fournir au Maître d'ouvrage les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF P01-010.

A défaut, quand elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, doivent au minimum être connues des entreprises et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P01-010.

A savoir que l'évaluation des risques sanitaires concerne également :

- la contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs,
- la contribution à la qualité sanitaire de l'eau.

Ces informations pourront être, le cas échéant, comparées au niveau de performance (quantitatif et qualitatif) fixé par le Maître d'ouvrage en la matière en cas d'exigences particulières ou de labellisations spécifiques.

De même, les fiches de sécurité des produits suivants : colles, mastics, peintures, lasures, produits de traitement du bois, produits d'étanchéité, produits de nettoyage devront être transmises au moins trois semaines avant leur mise en œuvre.

MATERIAUX BOIS

Les bois seront labellisés FSC ou PEFC et justifieront de leur provenance.

Les bois ne nécessitant pas de traitement seront privilégiés et de classe adaptée à l'usage. Si un traitement est nécessaire, les traitements naturels seront privilégiés. La certification CTB+P des produits de traitement est exigée à minima.

Traitement de préservation du bois

La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).

Traitement de finition du bois

En cas de traitement de finition du bois, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE et devra respecter le décret n° 2006-623 du 29 mai 2006.

Émissions en formaldéhyde des dérivés de bois

Les panneaux de contreplaqué devront être en classe A selon la norme NF EN 1084.

Les panneaux de fibres et les panneaux de particules devront être de classe E1 selon la norme NF EN 13986 et devront être testés en fabrication selon la norme NF EN 717-1.

PEINTURES ET COLLES

Les colles utilisées seront de classification EC1 (très faibles émissions de COV).

Les peintures utilisées seront de type « phases aqueuses » et répondront à la norme NF Environnement ou à l'Ecolabel européen ou Ange Bleu ou équivalent afin de limiter les émissions de COV. L'usage de peinture contenant des éthers de glycol est proscrit.

Les matériaux susceptibles de contenir des substances classées CMR 1 ou CMR 2, dont des perturbateurs endocriniens seront proscrits ; sauf incapacité de remplacement par un produit équivalent et après validation du Maître d'ouvrage.

QUALITE SANITAIRE DE L'AIR A L'INTERIEUR DU LOGEMENT

Fibres et particules cancérogènes

En présence de laines minérales, elles seront certifiées EUCB.

Les entreprises devront mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules

cancérogènes classées CMR1 des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des appartements.

COV et formaldéhyde

Les entreprises devront mettre à disposition, quand elles existent, les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) des produits de construction, notamment les indicateurs sur la qualité de l'air, se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement et les revêtements intérieurs relatifs à leurs lots en référence à la l'application de la norme NF P01-010.

5 LABELS - CERTIFICATIONS

L'opération respectera le niveau d'exigence sélectionnés par le Maître d'ouvrage :

- ✓ **Règlementation thermique par élément**
- ✓ **Perméabilité à l'aire retenue identique à celle définie par la RT2012.**

5.1 ETANCHEITE A L'AIR

Perméabilité à l'air :

Objectif : Perméabilité égale à 1,7 m³/h/m² de surface déperditive (hors plancher bas), sous un écart de pression de 4 Pascals

Des essais de performances d'étanchéité à l'air seront réalisés conformément à la norme NF EN 13829 « Performance thermique des bâtiments - Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments - Méthode de pressurisation par ventilateur » et au GA P50-7841.

L'entreprise s'engage à mettre en œuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tant en documentation qu'en réalisation pour les résultats exigés.

Un premier test est prévu hors d'eau / hors d'air afin de détecter toute anomalie et contrôler la qualité de l'étanchéité à l'air en cours de chantier.

Un deuxième test est prévu avant la livraison afin de connaître la valeur définitive de l'étanchéité.

En cas d'échec lors de la réalisation des tests d'étanchéité à l'air, les tests suivants seront à la charge des entreprises reconnues comme responsables.

Chaque entreprise doit assurer la continuité de l'étanchéité à l'air et notamment au niveau des points suivants :

- **Liaisons façades et planchers** : liaison mur / dalle sur terre plein, liaison mur / dalle ou plancher en partie courante.
- **Menuiseries extérieures** : seuil de porte palière, seuil de porte fenêtre, liaison mur / fenêtre au niveau du linteau.
- **Équipements électriques** : interrupteurs sur paroi extérieure, prises de courant sur paroi extérieure.
- **Trappes et éléments traversants les parois** : trappe d'accès aux combles, trappe d'accès aux gaines techniques.

6 CLASSEMENT DU PROGRAMME

NEIGE : zone C2
VENT : zone 1
SEISME : zone 4
INCENDIE : ERP 3 ème catégorie
Zone Climatique : H1

Site géologique, catégorie de sol, classe du site : se reporter au rapport géotechnique.

7 LISTE DES LOTS

- A1 Cahier des prescriptions communes TCE
- 00 DEMOLITION
- 01 RENFORCEMENT DE SOL
- 02 GROS ŒUVRE
- 03 STRUCTURE BOIS - BARDAGE
- 04 ETANCHEITE
- 05 MENUISERIES EXTERIEURES
- 06 MENUISERIES INTERIEURES
- 07 CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS
- 08 CHAPES
- 09 SOLS SOUPLES - FAIENCES MURALES
- 10 PEINTURE
- 11 NETTOYAGE
- 12 ELECTRICITE - CF
- 13 CHAUFFAGE/RAFRAICHISSEMENT - CLIMATISATION - TRAITEMENT D'AIR - DESENFUMAGE - PLOMBERIE -
SANITAIRE - FLUIDES MEDICAUX - GTC
- 14 VRD - ESPACES VERTS
- 15 SOL RESINE (LOT OPTIONNEL)

8 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Les entreprises devront remettre impérativement leur Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au Maître d'ouvrage le jour de la réception des travaux (3 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique).

9 SOUS-TRAITANCE

Tous travaux sous-traités devront faire l'objet d'une demande d'acceptation de la part du Maître d'ouvrage. La réglementation concernant la coordination SPS devra être respectée (inspection commune, fourniture d'un PPSPS, etc.). Les entrepreneurs pourront sous-traiter une partie des travaux de leur lot. Ils resteront cependant seuls responsables pour ces travaux vis-à-vis du Maître d'ouvrage. Ils devront déclarer leurs sous-traitants auprès du Maître d'ouvrage. L'ensemble du processus de sous-traitance devra respecter la loi du 31 décembre 1975.